

LA RÉUNION ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET SON  
HOMOLOGUE DE L'ONTARIO

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, si les répercussions n'étaient pas défavorables, pourquoi y a-t-il eu une réunion d'urgence entre le premier ministre et son homologue de l'Ontario, même après coup? Pourquoi le premier ministre provincial est-il sorti bredouille de cette réunion? Le ministre n'est-il pas d'accord avec le sous-ministre de l'Énergie de l'Ontario, M. Duncan Allan, selon qui le gouvernement a tout bazzardé aux multinationales?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, les députés de l'opposition ont posé la même question hier. Il y a effectivement eu une réunion avec le premier ministre de l'Ontario, et l'on continuera à en organiser avec les premiers ministres des autres provinces, ce qui est tout à fait contraire aux habitudes de l'ancien gouvernement. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de coopération fédérale-provinciale. Il faudra vous y faire.

LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE À UN SOUS-MINISTRE DE  
L'ONTARIO

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Le sous-ministre de l'Énergie de l'Ontario, M. Duncan Allan, craint que le gouvernement fédéral ne «brade la boutique», et en tout cas qu'il ait «un peu trop confiance» que l'industrie pétrolière ne se tirera pas avec son argent. Est-ce que le ministre se rallie à cette déclaration? Et sinon, est-ce qu'il accuse le gouvernement ontarien de chercher à semer la panique?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** En deux mots, monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec l'auteur de cette déclaration. J'estime que les emplois qui vont être créés par l'Accord de l'Ouest vont être bénéfiques, même peut-être pour le centre-ville de Vancouver. Cet accord va profiter à l'Ontario, au Québec, à tout le pays à cause des emplois que vont faire créer les possibilités de profit qui existent maintenant et que le gouvernement précédent avait supprimées. Je rappellerai à la Chambre que le député a critiqué la dernière politique énergétique pour la même raison, c'est-à-dire qu'elle faisait disparaître des emplois d'un bout à l'autre du pays.

L'EFFET SUR LES CONSOMMATEURS

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Monsieur le Président, des consommateurs et des contribuables du centre-ville de Vancouver et d'ailleurs au pays craignent de voir augmenter leurs impôts, que ce soit à la pompe ou d'une façon diffuse, pour payer ce cadeau qui a été fait aux sociétés pétrolières. Est-ce que le ministre veut dire noir sur blanc aux consommateurs canadiens que leurs impôts ne seront pas augmentés pour payer le cadeau qu'il vient de faire aux sociétés pétrolières?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai répondu à une question presque identique il y a deux minutes. Si le député ne m'a pas écouté à ce moment-là, je vais répéter la réponse. Les consommateurs, surtout ceux qui sont sans emploi aujourd'hui, vont être très heureux de l'effet que cet accord énergétique va avoir parce qu'il va créer

Questions orales

des emplois d'un bout à l'autre du pays. Le 4 septembre, nous avons été élus pour créer des emplois, et c'est ce que nous allons faire.

\* \* \*

[Français]

L'IMMIGRATION

LES FUTURS NIVEAUX D'IMMIGRATION

**Mme Lucie Pépin (Outremont):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, mais en son absence je l'adresserai au vice-premier ministre.

Hier, le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration a déposé son rapport sur les futurs niveaux d'immigration. Le ministre peut-il nous dire s'il est d'accord sur l'orientation principalement économique du rapport et surtout sur le fait que l'on semble attirer des immigrants riches pour assurer la croissance économique du Canada?

[Traduction]

**L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail):** Monsieur le Président, la députée parle d'un rapport du comité parlementaire. Quand le gouvernement aura eu la possibilité d'examiner ce rapport, il dira ce qu'il en pense. Le rapport et la conférence de presse qui ont suivi n'ont en rien diminué la faculté qu'a le Canada d'accepter des réfugiés.

\* \* \*

LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE

L'EFFONDREMENT DE LA WESTERN CAPITAL TRUST

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État aux Finances. Au cours des huit dernières semaines, nous avons été témoins de l'effondrement d'une grande société de fiducie de la Saskatchewan et du quasi-effondrement de la dixième plus grande banque du Canada. Nous avons appris hier que la Western Capital Trust de Vancouver avait fait faillite. Il importe que le milieu financier sache que la ministre agit.

Quand la ministre apprend qu'une société de fiducie ou une banque est en difficulté, intervient-elle immédiatement pour s'assurer que le gouvernement fait tout en son pouvoir pour éviter un effondrement?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Oui, monsieur le Président.

LA POSITION DE LA MINISTRE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai appris de sources émanant du Département des assurances que la ministre d'État aux Finances avait reçu en décembre un rapport exposant les problèmes reliés à la Western Capital Trust de Vancouver et décrivant la ligne d'action à suivre pour éviter la déconfiture. La ministre a refusé d'agir. Si la ministre a été mise au courant du problème et qu'on lui a conseillé des mesures à prendre pour éviter la catastrophe, voudrait-elle expliquer pourquoi elle s'est abstenue d'agir?